

# 24 AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang  
10. Juni 2026

# Inhaltsverzeichnis

<b>NEUES AUS DEN PARLAMENTEN .....</b>	<b>3</b>
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT .....	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
SENAT .....	4
PARLEMENT DE WALLONIE.....	5
VLAAMS PARLEMENT .....	9
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	10
RAAD VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE .....	10
<b>NEUES AUS DEN REGIERUNGEN .....</b>	<b>11</b>
REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT .....	11
FÖDERALREGIERUNG .....	16
BELGISCHE NATIONALBANK .....	18
VLAAMSE REGERING .....	19
GOUVERNEMENT DE WALLONIE .....	20
<b>EUROPA UND REGIONALE ZUSAMMENARBEIT.....</b>	<b>21</b>
EUROPÄISCHER AUSSCHUSS DER REGIONEN (ADR) .....	21
BENELUX PARLAMENT .....	21
INTERREGIONALER PARLAMENTARIERRAT IPR - GROBREGION .....	21
EVTZ EUREGIO MAAS-RHEIN .....	22
<b>BELGISCHES STAATSBLETT.....</b>	<b>23</b>
<b>QUELLENVERZEICHNIS .....</b>	<b>32</b>

---

# Neues aus den Parlamenten



**Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft**

## Regierungskontrolle im Juni 2026



Fragen und Interpellationen: vom 8. bis zum 11. Juni 2026 im Plenarsaal und im Livestream. Zwei Werktage später ab 12.00 Uhr auch im BRF-TV!  
... [weiter lesen](#)

## Entscheidungen

### Abstimmungsergebnis der Plenarsitzung vom 1. Juni 2026



Während der letzten Plenarsitzung haben die Abgeordneten über einige Dekretentwürfe abgestimmt.  
... [weiter lesen](#)

## AKTUELLE TERMINE

### Ausschusssitzungen:

#### Montag, 15.06.2026

**Ausschuss I** für allgemeine Politik und Zusammenarbeit, Finanzen, lokale Behörden, Raumordnung, Energie, nachhaltige Entwicklung und Wirtschaftsförderung

[Tagesordnung](#)

#### Dienstag, 16.06.2026

**Ausschuss II** für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz

[Tagesordnung](#)

#### Mittwoch, 17.06.2026

**Ausschuss IV** für Gesundheit, Soziales, Familie und Wohnungswesen

[Tagesordnung](#)

#### Donnerstag, 18.06.2026

**Gemeinsame Sitzung** aller Ausschüsse

[Tagesordnung](#)

**Ausschuss III** für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

[Tagesordnung](#)

#### Dokument Nr. [148](#) (2025-2026) Nr. 1 27.05.2026

Anhörung der Sektorenverbände AnikoS und AGV329 – Ausschussbericht

#### Dokument Nr. [146](#) (2025-2026) Nr. 1 18.05.2026

Dekretentwurf zur Abänderung des dekretalen Teils des Gesetzbuches über räumliche Entwicklung



## Abgeordnetenversammlung

### ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES

Semaine du 8 au 12 juin 2026

#### Mercredi, 10/06/2026

### Projets de loi et propositions

- Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de la mise en oeuvre du Pacte sur la migration et l'asile de l'Union européenne, n<sup>os</sup> [56K1401](#)/1 à 6.
- Proposition de loi portant des modifications urgentes du Code judiciaire concernant le Fonds de solidarité de la Chambre nationale des huissiers de justice, n<sup>os</sup> [56K1534](#)/1 à 3.
- Projet de loi modifiant l'ordre de paiement prévu à l'article 216bis/1 du Code d'instruction criminelle, n<sup>os</sup> [56K1519](#)/1 à 3.
- Projet de loi portant des dispositions diverses urgentes en matière sociale, n<sup>os</sup> [56K1472](#)/1 à 3.
- Projet de loi portant modification de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale et de la loi du 17 juillet 2001 relative à l'autorisation pour les services publics fédéraux de s'associer en vue de l'exécution de travaux relatifs à la gestion et à la sécurité de l'information, n<sup>os</sup> [56K1449](#)/1 à 3.
- Proposition de résolution relative à l'occupation militaire de Chypre, État membre de l'Union européenne, par la Turquie, n<sup>os</sup> [56K0190](#)/1 et 2.

**Jeudi, 11/06/2026**

**Reprise éventuelle de la séance du 10 juin 2026**

**Questions orales**

**Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)**

1. Proposition de loi modifiant la loi du 16 novembre 2015 portant des dispositions diverses en matière sociale afin d'encadrer le cumul d'une indemnité d'incapacité de travail avec une activité exercée dans le cadre d'un flexi-job, n° [56K1587/1](#).

2. Proposition de loi modifiant la loi du 22 mai 2014 relative au chiffrage par le Bureau fédéral du Plan des programmes électoraux présentés par les partis politiques lors de l'élection pour la Chambre des représentants en vue de permettre le chiffrage des propositions politiques en cours de législature, n° [56K1589/1](#).

3. Proposition de loi visant à garantir un service de navigation aérienne et des services aéroportuaires essentiels en cas de grève, n° [56K1595/1](#).

4. Proposition de loi modifiant le Code de droit économique en vue d'instaurer l'obligation de prévoir une adresse de retour située dans l'Union européenne et de renforcer la protection des consommateurs dans le cadre du commerce électronique, n° [56K1597/1](#).

**Votes nominatifs**

sur les projets de loi et les propositions terminés

---

**Dokument Nr. [56K1598](#)  
05.06.2026**

Proposition de résolution visant à réformer en profondeur les accords de coopération encadrant la représentation et l'action extérieure de la Belgique dans ses relations européennes, internationales et bilatérales pour tenir compte de la réalité institutionnelle en vigueur depuis la sixième réforme de l'État.

**Dokument Nr. [56K1589](#)  
01.06.2026**

Proposition de loi modifiant la loi du 22 mai 2014 relative au chiffrage par le Bureau fédéral du Plan des programmes électoraux présentés par les partis politiques lors de l'élection pour la Chambre des représentants en vue de permettre le chiffrage des propositions politiques en cours de législature.

---



**Senat**

Réunions de la semaine 8/6/2026 - 14/6/2026

**8/6/2026**

**Bureau**

**Commission des Matières transversales - Compétences régionales**

Établissement d'un rapport d'information afin de lutter plus efficacement contre les nuisances et incivilités dans l'espace public, no [8-160/1](#).

Audition de :

- Mme Alexia Jonckheere, chercheuse senior et cheffe de travaux, Institut National de Criminalistique et de Criminologie (INCC) ;
- Mme Els Keysman De Ronne, directrice, Unia ;
- M. Mathieu Van Criekingen, professeur, et Mme Maëlys Waiengnier, chercheuse, Université libre de Bruxelles (ULB).

**Commission des Matières transversales - Compétences régionales**

REUNION DES RAPPORTEURS

Établissement d'un rapport d'information relatif au développement de réseaux express de covoiturage transrégionaux et transfrontaliers, no [8-161/1](#).

**Commission des Matières transversales - Compétences communautaires - Égalité des chances entre les femmes et les hommes**

Proposition de résolution visant à assurer une prise en charge efficace des patients atteints de covid long, no [8-154/1](#).

À examiner conjointement avec : Proposition de résolution visant à une meilleure prise en charge du covid long pédiatrique, no [8-102/1](#).

Audition de :

- Pr. Elisabeth De Waele, responsable du service de nutrition clinique, UZ Brussel ;
- M. Tomaso Antonacci, président de l'ASBL Long Covid Belgium ;
- Dr. Nicolas Dauby, chef de clinique, service des maladies infectieuses, CHU Saint Pierre, Bruxelles ;
- Mme Marjon Vandaele, ergothérapeute et M. Glenn Boschmans, neuropsychologue, AZ Jan Palfijn Gent ;
- Dr. Stephanie van Straaten, Centre d'expertise du Covid pour les enfants et Dr. Michele van Vugt, centre d'expertise du Covid pour les adultes, UMC Amsterdam.

**9/6/2026****Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes**

L'état des lieux de la transposition des directives européennes en droit belge.

Échange de vues avec le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération au développement.

**Dokument Nr. [591](#)  
29.05.2026**

Projet de décret contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2026 (Doc. 591 (2025-2026) N° 1)

**Dokument Nr. [590](#)  
29.05.2026**

Projet de décret contenant le premier ajustement du budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2026 (Doc. 590 (2025-2026) N° 1)

**Dokument Nr. [589](#)  
22.05.2026**

Projet de décret modifiant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes en vue de transposer partiellement la directive (UE) 2024/1265 (Doc. 589 (2025-2026) N° 1)

**Questions orales N°: [CRIC 148 \(2025-2026\)](#) 1  
du 18/05/2026****L'inacceptable discrimination subie par les services forestiers germanophones dans le cadre du moratoire sur les recrutements**

de SPIES Patrick  
à DALCQ Anne-Catherine, Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité

**L'application du moratoire sur les recrutements au sein du Département de la nature et des forêts (DNF) et l'impact sur les zones germanophones**

de MAUEL Christine  
à DALCQ Anne-Catherine, Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité

**L'effet discriminatoire de la non-embauche d'agents germanophones au Département de la nature et des forêts (DNF)**

de MOCKEL Freddy  
à DALCQ Anne-Catherine, Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité

**M. SPIES Patrick (PS).** – Madame la Ministre, il me revient une situation particulièrement préoccupante au sein de la Direction du DNF de Malmedy-Bullange : au-delà des difficultés générales de recrutement que connaît l'administration, les services forestiers germanophones sont aujourd'hui victimes d'un traitement inégal inacceptable par rapport aux services francophones. En effet, alors que les procédures de promotion au grade C1 et les remplacements d'assistants libérés ont pu être finalisés à temps dans plusieurs services francophones, les procédures équivalentes dans la région germanophone auraient été retardées puis suspendues, voire annulées, alors qu'elles étaient déjà très avancées. Les règles auraient donc été modifiées en cours de procédure, avec des conséquences particulièrement lourdes pour l'est du pays.

La situation est critique. Le bureau du cantonnement forestier de Saint-Vith ne compterait plus que deux postes pourvus sur cinq, avec un nouveau départ annoncé, tandis que l'office d'Eupen compterait quatre postes de forestier vacants sur 10. C'est d'autant plus incompréhensible qu'une procédure finalisée existe déjà, avec des lauréats disponibles et prêts à travailler dans la région germanophone. Il est inacceptable que la partie germanophone soit pénalisée durablement en raison de retards purement procéduraux, alors que d'autres directions ont pu finaliser leurs recrutements avant le moratoire.

Confirmez-vous cette différence de traitement entre services francophones et germanophones du DNF ? Quelles mesures comptez-vous prendre pour corriger cette discrimination et régulariser les procédures déjà conclues ou très avancées ? Enfin, pouvez-vous garantir que les services forestiers germanophones disposeront des effectifs nécessaires pour assumer leurs missions, dans le respect de la décentralisation et des obligations linguistiques ?

**Mme Christine Mauel (MR).** – Madame la Ministre, comme mes collègues, je souhaite attirer votre attention sur la situation du personnel au sein de la Direction du DNF de Malmedy-Bullange, qui couvre une partie importante du territoire germanophone de notre Région. Suite à l'application du moratoire sur les recrutements et de la règle d'un tiers, plusieurs procédures de promotion vers le grade C1, ainsi que les remplacements qui en découlaient, n'ont pas pu être finalisées dans toutes les directions. Il semble que certaines directions aient pu clôturer ces procédures avant l'entrée en vigueur du moratoire, tandis que d'autres se trouvaient encore dans une phase avancée, mais non finalisée.

Cette différence de calendrier produit aujourd'hui des effets très concrets sur le terrain. Dans certaines zones rurales et périphériques, en particulier dans les zones germanophones, cela se traduit par des tensions importantes en matière de personnel, voire un risque réel de désorganisation des services, notamment au niveau des cantonnements forestiers, alors qu'en réalité, ce problème de pénurie n'est pas nouveau. Il ne s'agit évidemment pas de remettre en cause les efforts nécessaires de maîtrise budgétaire. Toutefois, la situation actuelle pose la question de l'impact différencié de mesures transversales lorsqu'elles s'appliquent à des réalités territoriales spécifiques, comme dans les zones germanophones, qui présentent des contraintes particulières en termes de recrutement, de taille des équipes et d'organisation des services.

Quelle est votre analyse de la situation ? Pouvez-vous fournir un état des lieux actualisé au sein du DNF, en particulier pour les directions concernées dans l'est de la Wallonie ? Existe-t-il des marges de manœuvre pour les procédures qui étaient déjà très avancées au moment de l'entrée en vigueur du moratoire afin d'éviter des blocages opérationnels durables ? Quelles garanties pouvez-vous apporter afin de veiller à ce que l'application de mesures générales n'entraîne pas, dans les faits, des déséquilibres territoriaux, notamment au détriment des zones germanophones de notre Région ?

**M. Freddy Mockel** (Ecolo). – Madame la Ministre, votre DNF souffre d'un manque d'agents qui dépasse l'entendement. Le Gouvernement wallon laisse à l'abandon d'une grande partie de ses missions – on en a discuté tout à l'heure –, ce qui n'est pas une solution. On sera face soit à un abandon du service public, soit à un renvoi de ses responsabilités, notamment vers les communes.

Au-delà de cette situation insupportable, j'aimerais aborder une situation plus spécifique discriminatoire.

Alors que certaines procédures de promotion au grade C1 et de pourvoi des postes d'assistant ainsi libérés dans la partie francophone ont pu être menées à bien avant l'entrée en vigueur du fameux moratoire « un remplacement pour trois départs », celles concernant les agents germanophones n'ont pas été finalisées. Pour les postes de garde-forestier, il y a même une réserve de recrutement, des lauréats attendent.

Il en résulte une injustice flagrante qui s'ajoute donc à un état d'ensemble gravement problématique.

Alors que pour les agents francophones, on a pu procéder au moins à ces quelques engagements-là, la procédure d'engagement pour les agents germanophones de la direction de Malmedy-Büllingen a non seulement été suspendue, mais également, selon mes informations, purement et simplement annulée. Cela constitue à mon sens une discrimination inutile qui passe mal ; à raison. Y remédier est nécessaire pour ne pas ajouter au déficit d'ensemble

une discrimination. De plus, y remédier resterait insuffisant. Cependant, même si cela reste très insuffisant pour la situation globale, les missions du DNF permettraient au moins, comme dans les services francophones, de rendre la situation un peu moins grave.

Ainsi, pourvoir à ces trois postes d'assistants ne compenserait qu'en partie les six départs prévus encore cette année. Pour illustrer la situation actuelle, au cantonnement de Saint-Vith, deux postes sur cinq sont pourvus, avec bientôt un départ. Au cantonnement d'Eupen, quatre postes de gardes-forestiers sur 10 sont vacants.

Madame la Ministre, comment avez-vous prévu de mettre fin à cette situation discriminatoire ? Comment avez-vous prévu de faire régulariser des procédures de recrutement déjà achevées ou bien avancées dans le cadre de la promotion au grade C1, afin que vos services dans les communes germanophones puissent au moins espérer maintenir un minimum de service ?

**Mme Anne-Catherine Dalcq**, Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité. – Madame et Messieurs les Députés, la situation du personnel au sein du Département de la nature et des forêts ne résulte pas que du moratoire sur les procédures d'engagement et de recrutement décidées par le Gouvernement en juillet dernier. Elle s'inscrit dans un contexte plus ancien et structurel.

Depuis plusieurs années, le plan de personnel peine à compenser les départs à la pension. Certains postes restent également vacants, faute de candidats disponibles ou correspondant au profil recherché.

Le moratoire a toutefois eu un impact sur le DNF, et davantage sur le DNF de cette direction que sur d'autres services de l'administration. Cette situation s'explique notamment par la structure du département et par une pyramide des âges défavorable. De nombreux départs concernent des fonctions de terrain spécialisées dont le remplacement est plus complexe.

La Direction de Malmedy, comme je vous le disais, est effectivement particulièrement touchée : à l'horizon de la fin de l'année 2026 :

- le cantonnement de Saint-Vith comptera plus de 50 % de personnel manquant, soit huit agents absents sur un cadre de 15 avec quatre triages vacants sur 10 ;
- à Eupen, six agents manqueront également sur un total de 15, avec là aussi quatre triages vacants sur 10.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que d'autres départs à la pension sont encore attendus.

Je tiens toutefois à être très claire : il n'est pas acceptable de laisser entendre qu'il existerait une discrimination à l'égard des cantonnements germanophones. Ceux-ci sont fortement impactés, mais d'autres cantonnements francophones rencontrent également des difficultés importantes.

Les restrictions appliquées dans le cadre des désignations de C1 en 2025 l'ont été de manière identique pour l'ensemble des directions. Au total, 40 postes vacants ont été fermés au sein du département dans le cadre du moratoire :

- huit à Arlon ;
- deux à Dinant ;
- deux à Liège ;
- huit à Malmedy ;
- un à Marche ;
- sept à Mons ;
- un à Namur ;
- trois à Neufchâteau ;
- deux à la DRF ;
- trois à la DNEV.

Parmi ces postes, 12 concernaient des emplois libérés à la suite de promotions C1, dont trois à Malmedy.

Il convient également de rappeler que les cantonnements germanophones sont confrontés de longue date à des contraintes spécifiques, liées notamment aux exigences linguistiques. Les formations et les référentiels réglementaires et la majorité des documents de travail sont élaborés en français, alors que les missions sont exercées principalement en allemand.

En pratique, une part importante du travail de traduction repose sur les agents eux-mêmes. Cette tâche devrait pouvoir être assurée par le Département juridique et de traduction du Secrétariat général, mais la pratique a montré que les spécificités techniques des textes concernés étaient difficilement rencontrées.

À cela s'ajoute la difficulté de recruter des profils bilingues adaptés aux besoins du terrain. Il n'existe pas à ce jour de filière de formation germanophone spécifique en Wallonie pour ces métiers, ce qui a toujours davantage limité le nombre de candidats par rapport au reste de la Wallonie. Toutefois, trois candidats germanophones ayant réussi les épreuves de sélection figurent actuellement sur la liste d'attente.

Enfin, la Direction de Malmedy ne bénéficiera pas de l'ouverture des 29 postes d'avancement C1 actuellement soumis à l'avis de l'Inspection des finances. Les postes C1 ayant déjà été pourvus en 2025, ils ne pourront pas être remplacés dans le cadre de la méthodologie arrêtée par le Costra pour l'année 2026.

Au vu de ces éléments, j'ai pris contact avec le Secrétariat général et le directeur général afin que cette problématique soit pleinement prise en compte

dans les choix opérés lors des recrutements futurs. Il convient également de prendre en considération que le plan de personnel de l'ARNE, élaboré par le directeur général, pourra contribuer à apporter certaines réponses à la situation actuellement rencontrée au sein du DNF. Je continuerai à soutenir les solutions au travers du plan de personnel ainsi que l'ouverture des postes d'encadrement évoqués.

**M. Patrick Spies (PS).** – Tout à l'heure, plusieurs collègues ont déjà abordé la question du manque de personnel au sein du DNF. Chez nous aussi, en Communauté germanophone, la situation reste profondément préoccupante. Je le dis clairement : c'est inacceptable. Les services forestiers germanophones ne peuvent continuer à être pénalisés de la sorte pour des raisons purement procédurales. Il en va du respect du principe d'égalité entre territoires. Il relève de votre responsabilité d'y apporter rapidement des réponses concrètes.

Au-delà de l'administration elle-même, ce manque de personnel a des conséquences directes sur les communes, qui dépendent étroitement de cette collaboration. Ce n'est pas un hasard si la Commune de Waimes a récemment adopté une motion à ce sujet et si d'autres communes, comme Amblève et Butgenbach, s'inscrivent dans la même démarche.

Il me revient également que, dans certains cantonnements, des missions essentielles, comme les réunions liées aux plans de tir, ne peuvent plus être assurées correctement. Cela illustre à quel point la situation impacte désormais le fonctionnement même des services sur le terrain.

Vous avez bien réexpliqué la situation problématique, mais, malheureusement, vous ne m'avez pas expliqué quelles mesures concrètes vous allez prendre en Communauté germanophone. Je vous invite clairement à agir.

**Mme Christine Mael (MR).** – Madame la Ministre, je vous remercie pour l'attention portée à cette situation. En effet, comme je le disais déjà dans ma question, le problème n'est pas nouveau du tout. Ma prédécesseure, la députée Jenny Baltus-Möres, était déjà intervenue à maintes reprises sur la situation en Communauté germanophone, il y a sept ans de cela. Merci de garder une approche mesurée et responsable dans ce dossier.

Tout d'abord, je ne conteste pas du tout la nécessité des efforts budgétaires ni la complexité des arbitrages actuels. En revanche, il est vrai que l'application des mesures générales peut parfois produire des effets plus lourds dans certaines zones périphériques, notamment dans l'est de la Wallonie, où les équipes sont plus réduites et les possibilités de remplacement plus limitées.

Toutefois, il faut éviter les raccourcis et les termes excessifs qui sont utilisés ici. Nous ne sommes pas face à une volonté politique de pénaliser les germanophones, mais bien face aux conséquences administratives d'un moratoire appliqué à l'ensemble de

la fonction publique wallonne. L'enjeu est surtout de voir comment préserver le fonctionnement équilibré des services sur le terrain et d'éviter les difficultés opérationnelles durables dans certaines directions plus sensibles.

Je prends acte avec satisfaction de votre volonté de suivre ce dossier avec attention et d'examiner les solutions et marges de souplesse qui pourraient encore exister pour les procédures déjà très avancées. Il est important d'aborder ce sujet dans un esprit de responsabilité, d'apaisement et de dialogue constructif.

**M. Freddy Mockel** (Ecolo). – Madame la Ministre, oui, dans le passé, il est arrivé qu'il n'y ait pas assez de candidats lorsque l'on organisait des examens. Ici, les candidats sont là, il y a même des lauréats. Compte tenu des difficultés supplémentaires pour organiser les examens en langue allemande, cela a pris plus de temps.

Personne n'a parlé de volonté politique, Madame Mael. Il s'agit de discrimination par la situation qui leur a été imposée. Il me semble logique de ne pas parler, comme vous l'avez fait, de l'éventuel recrutement futur, parce que cela voudrait dire qu'il faudrait relancer toute la procédure et recommencer à zéro. Si je vous ai bien compris, on sera peut-être en 2028, si tout va bien.

Dès lors, je vous demanderai d'afficher une volonté un peu plus ferme, de revoir un peu quelle procédure il y a moyen de dégager à partir de la situation existante, pour ne pas devoir encore attendre longtemps avant de passer l'examen.

Il faut dire aussi, et c'est important pour le DNF, que, si dans l'autre Région, des gens doivent attendre deux ou trois ans pour être recrutés alors qu'ils ont passé un examen, ils risquent fort d'être ailleurs entre-temps, surtout si l'on réduit les droits au chômage.

Je vous remercie pour votre réponse, mais je m'attendais quand même à quelque chose de plus consistant.

### Question orale [CRIC 151](#) (2025-2026) du 19/05/2026

#### Les zones d'ombre dans le dossier éolien de Raeren

de SPIES Patrick  
à COPPIETERS Yves, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Economie sociale

**M. Patrick Spies** (PS). – Monsieur le Ministre, actuellement, le projet de parc éolien qu'Engie souhaite développer à Raeren suscite de nombreuses réactions dans la presse et sur les réseaux sociaux. Refusé en première instance, le projet a fait l'objet d'un recours devant la commission mixte, réunissant

des représentants de la Wallonie, compétente pour l'environnement, et de la Communauté germanophone, compétente pour l'aménagement du territoire.

Selon la presse, trois des cinq mâts ont finalement été autorisés, tandis que deux ont été refusés en raison d'une interférence avec un faisceau hertzien reliant Londres à Francfort. L'Institut belge des services postaux et des télécommunications aurait rendu un avis défavorable sur ce point. Confirmez-vous qu'un tel avis ne peut être ignoré par les autorités amenées à statuer sur la demande de permis ?

Une polémique politique s'est ensuite installée, certains accusant le Gouvernement germanophone d'être seul responsable du refus des deux éoliennes. Pourtant, sauf erreur de ma part, la décision relève bien de la commission mixte et est prise collégialement par les représentants wallons et germanophones. Confirmez-vous cette analyse ?

Par ailleurs, plusieurs sources indiquent qu'Engie et l'opérateur concerné par le faisceau hertzien seraient actuellement en négociation afin de trouver une solution technique : soit un déplacement des éoliennes litigieuses, soit un déplacement de l'antenne concernée moyennant indemnisation par Engie, conformément à la jurisprudence du Conseil d'État. Confirmez-vous l'existence de telles discussions ?

Enfin, confirmez-vous qu'en cas d'accord entre les parties, une nouvelle demande de permis pourrait être introduite pour les deux mâts refusés, l'avis de l'IBPT devenant alors sans objet ou pouvant être levé à la suite des adaptations techniques envisagées ?

**M. Yves Coppieters**, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale. – Monsieur le Député, je vous confirme que le parc éolien de Raeren, dont le permis unique avait été refusé en première instance, a bien fait l'objet d'une augmentation partielle sur recours. Trois des cinq éoliennes sollicitées ont été octroyées. Cette décision collégiale est le résultat des discussions qui se sont déroulées au sein de la commission mixte de recours. En effet, l'avis négatif de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications motive, à lui seul, le refus de deux éoliennes.

Lors de toute demande de permis, il est indispensable de tenir compte de l'environnement du site d'implantation projeté. Dans le cadre de cette analyse, la question de l'impact du projet sur les infrastructures au sens large et sur les sites d'intérêt public proches de celui-ci doit être analysée. Dans le cas des éoliennes, sont notamment concernés les radars d'approche des aéroports, les zones d'entraînement à basse altitude de la Défense, les conduites de gaz gérées par Fluxys, les lignes à haute tension et les faisceaux hertziens.

Lorsqu'un impact est mis en évidence par une instance consultée à ce sujet et si cet impact ne peut être maintenu à un niveau acceptable par l'imposition de conditions particulières adéquates, le permis doit être refusé. La jurisprudence constante du Conseil d'État conduit à l'annulation systématique de tout permis qui outrepasserait cette obligation.

Il y a bien eu des discussions entre les porteurs de projet et la société émettrice des ondes hertziennes, mais aucune solution n'a pu aboutir avant la fin du délai auquel la commission mixte était tenue de prendre sa décision finale. La commission a octroyé le permis sur base des éléments concrets qu'elle avait en sa possession et non sur des éléments futurs et incertains.

Pour ce qui est de l'avenir des deux éoliennes refusées, c'est au demandeur de choisir de réintroduire ou non une nouvelle demande. Si celui-ci décide de réintroduire sa demande, il devra veiller à corriger la situation problématique de son projet initial.

**M. Patrick Spies (PS).** – Je vous remercie, Monsieur le Ministre, pour votre réponse et les informations fournies. Il faut tenir compte de deux éléments : premièrement, les autorités doivent respecter strictement le cadre légal. Les décisions ne peuvent pas être prises au cas par cas. C'est clair. De ce point de vue, la prudence adoptée est compréhensible.

Deuxièmement, il reste malgré tout un certain malaise, en particulier au niveau communal. La Commune de Raeren s'est engagée avec courage, en mobilisant du temps, de l'énergie et des moyens importants dans un projet qui semble aujourd'hui se heurter à un manque de flexibilité dans les procédures. Mon constat est le suivant : ce n'est pas tant la décision en elle-même qui pose question, mais la capacité de nos procédures à permettre des solutions pragmatiques. Si les communes ont le sentiment que même des projets bien préparés ne peuvent plus être adaptés en phase avancée, cela n'envoie pas un signal encourageant pour la transition énergétique au niveau local.



## Vlaams Parlement

### **Dokument Nr. [875](#) (2025-2026) nr. 1** **03.06.2026**

Conceptnota voor nieuwe regelgeving over een structureel kader voor laagdrempelige residentiële respijtzorg in Vlaanderen

### **Dokument Nr. [873](#) (2025-2026) nr. 1** **02.06.2026**

Conceptnota voor nieuwe regelgeving over 'tijd voor kleuters': op weg naar een (toekomst)plan dat het Vlaamse kleuteronderwijs maximaal valoriseert

### **Dokument Nr. [871](#) (2025-2026) nr. 1** **01.06.2026**

Voorstel van decreet tot wijziging van het Groeipakketdecreet van 2018 en het decreet van 7 juli 2017 tot oprichting van een publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigd agentschap Vlaams Agentschap voor de Uitbetaling van Toelagen in het kader van het Gezinsbeleid, tot vaststelling van vergunningsnormen voor private uitbetalingsactoren en tot wijziging van het decreet van 30 april 2004 betreffende de oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap met rechtspersoonlijkheid Kind en Gezin

### **Dokument Nr. [870](#) (2025-2026) nr. 1** **01.06.2026**

Voorstel van decreet tot wijziging van het Groeipakketdecreet van 2018, wat de selectieve participatietoelagen in het secundair onderwijs betreft"

### **Wat werd er beslist in de plenaire vergadering van 3 juni?**

04 juni 2026

Het Vlaams Parlement komt wekelijks samen in de plenaire vergadering. Eerst hield het parlement een [actualiteitsdebat](#) over de hervormingen in het onderwijs. Daarna kwamen er nog [actuele vragen](#) aan bod en werd er gestemd over drie ontwerpen van decreet en drie voorstellen van resolutie.

### **[Aanpassingen aan het Onroerendergoeddecreet](#)**

Het Vlaams Parlement keurde een ontwerp van decreet goed dat het Onroerendergoeddecreet wijzigt. Het gaat over de subsidies aan actoren en de Erfgoedlening.

### **[Verdere uitrol van Vlaamse Handhaving](#)**

Het Vlaams Parlement keurde ook een ontwerp van decreet goed dat verschillende decreten wijzigt. Daarmee wordt het Kaderdecreet Vlaamse Handhaving verder geïmplementeerd.

### **[Wijzigingen aan de onderwijsregelgeving](#)**

Daarnaast keurde het Vlaams Parlement het ontwerp van decreet over het onderwijs XXXVI goed. Dat ontwerp bevat verschillende wijzigingen aan de onderwijsregelgeving.

Zo gaat het onder meer over gepensioneerde leerkrachten die langer les kunnen geven, personeelsleden uit het volwassenenonderwijs die hun anciënniteit kunnen meenemen naar het secundair onderwijs, en kleuteronderwijzers die tijdens hun zwangerschap op school zinnig werk kunnen blijven doen. Ook de mogelijkheid om kleuters langer in het kleuteronderwijs te houden, komt aan bod.

### [Minder administratieve last voor de transportsector](#)

Het Vlaams Parlement keurde een voorstel van resolutie goed over administratieve vereenvoudiging in de transportsector. Het parlement vraagt onder meer aandacht voor minder planlast en dubbele aangiften, een betere inning van boetes bij buitenlandse transportfirma's en een performante technische keuring.

### [Aandacht voor de situatie van de Koerden in Syrië](#)

Het Vlaams Parlement keurde ook een voorstel van resolutie goed over de situatie van de Koerden in Syrië. De situatie in Syrië blijft onzeker, zeker voor de Koerdische minderheid in het noordoosten van het land.

Met de resolutie vraagt het parlement aandacht voor de bescherming van minderheden, een vreedzame dialoog en een inclusief politiek proces. Ook de rol van de Koerden in de strijd tegen IS wordt erkend.

### [Vlaams Parlement blijft pleiten tegen de doodstraf](#)

Tot slot keurde het Vlaams Parlement een voorstel van resolutie goed over de wereldwijde strijd tegen de doodstraf en voor de mensenrechten. Het parlement veroordeelt landen die de doodstraf toepassen, uitbreiden of opnieuw willen invoeren.

Met de resolutie wil het Vlaams Parlement een duidelijk signaal geven: de doodstraf is onmenselijk en moet wereldwijd worden afgeschaft.

*In onze terugblik op de plenaire vergadering bespreken we enkel ontwerpen en voorstellen van decreet en voorstellen van resolutie die werden goedgekeurd. Het volledige verslag van de plenaire vergadering vind je [hier](#).*

### **Actualiteitsdebat over de hervormingen in het onderwijs**

03 juni 2026

Het Uitgebreid Bureau van het Vlaams Parlement besliste vandaag om een actualiteitsdebat over de hervormingen in het onderwijs toe te voegen aan de agenda van de plenaire vergadering van woensdag 3 juni 2026. ... [verder lezen](#)

### **"Met een vingerknip 4 miljard voor Defensie, mensen met handicap in de kou" - Lise Vandecasteele**

01 juni 2026

Twintig jaar lang al staan 18.000 mensen op een wachtlijst voor een budget dat hun leven draaglijker zou maken. Lise Vandecasteele, Vlaams volksvertegenwoordiger voor PVDA, kent het dossier door en door. Haar oordeel is scherp: er gaat veel te veel

geld naar oorlog en wapentuig, en veel te weinig naar mensen met een beperking.

... [verder lezen](#)



### **Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles**

#### **Dokument Nr. [271](#) (2025-2026) 04.06.2026**

Contrat de gestion de l'ONE - Note d'intention du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

#### **Dokument Nr. [270](#) (2025-2026) 01.06.2026**

Projet de décret portant sur la simplification administrative en matière d'enseignement



### **Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie**

#### **Dokument Nr. STUK [865](#) (2025-2026) Nr.1 12.05.2026**

Verslag Commissie voor Cultuur, Jeugd, Sport, Samenleven en Gemeenschapscentra van dinsdag 12 mei 2025

# Neues aus den Regierungen



**Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft**

## 88. Sitzung vom 28. Mai 2026

**TOP 3: Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags im Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung für die Einführung eines Online-Ticketing sowie Zugangskontrolle am Strandbad im Sport- und Ferienpark Worriken**

### 1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags für die Einführung eines Online-Ticketing sowie Zugangskontrolle am Strandbad im Sport- und Ferienpark Worriken. Es handelt sich um ein Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

### 2. Erläuterungen:

Am 9. April 2026 hat die Regierung die Veröffentlichung eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags für die Einführung eines Online-Ticketing sowie Zugangskontrolle am Strandbad im Sport- und Ferienpark Worriken genehmigt (EXX/09.04.2026/OP/436).

Am 9. April 2026 wurde das Lastenheft zur Ausführung des oben genannten Dienstleistungsauftrags via den belgischen Anzeiger der Ausschreibungen an drei Anbieter versendet (DGG GZ/BP/VENNtastic Beach/Dig/OnlineTicketing\_inv01).

Die Angebotseröffnung hat am 28. April 2026 via E-Procurement stattgefunden, jedoch wurden keine Angebote eingereicht. Daraufhin wurden die 3 Anbieter nochmals aufgefordert ein Angebot bis zum 8. Mai 2026 einzureichen (DGG GZ/BP/VENNtastic Beach/Dig/OnlineTicketing\_inv02).

Ein Angebot wurde fristgerecht elektronisch eingereicht:

- Gantner Electronic GmbH

Der Bieter wurde in Bezug auf das Zugangsrecht geprüft. Das Angebot des Unternehmens Gantner Electronic GmbH wurde als regelkonform gewertet.

Die detaillierte Prüfung ist dem beigefügten Submissionsbericht zu entnehmen.

Die Bewertung der Angebote auf Grundlage der in den Ausschreibungsunterlagen festgelegten Zuschlagskriterien konnte entfallen, da es sich lediglich um ein einzelnes konformes Angebot handelte.

Der Auftrag wird an das Unternehmen Gantner Electronic GmbH zum Preis von 52.907,00 € ohne Mehrwertsteuer (0 % – Vertragspartner) vergeben.

### 3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Genehmigung der Vergabe des Dienstleistungsauftrags führt zu finanziellen Auswirkungen in Höhe von 52.907,00 € ohne Mehrwertsteuer.

Der Auftrag wird zu Lasten der Haushaltszuweisung 74.22 im Investitionshaushalt des Organisationsbereichs 20 im Programm 00 des Ausgabenhaushaltplanes der DgG Gemeinschaftszentren abgewickelt.

**TOP 4: Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags für die Studien-, Planungs- und Ausführungsleistungen im Bereich Ingenieurwesen sowie Sicherheitskoordination zur Erneuerung von Ver- und Entsorgungsleitungen für den Sport- und Ferienpark Worriken**

### 1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags für die Studien-, Planungs- und Ausführungsleistungen im Bereich Ingenieurwesen sowie Sicherheitskoordination zur Erneuerung von Ver- und Entsorgungsleitungen für den Sport- und Ferienpark Worriken im Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen, wird mit der Durchführung des Beschlusses beauftragt.

### 2. Erläuterungen:

Die Veröffentlichung des Lastenheftes des öffentlichen Dienstleistungsauftrages „Studien-, Planungs- und Ausführungsleistungen im Bereich Ingenieurwesen sowie Sicherheitskoordination zur Erneuerung von Ver- und Entsorgungsleitungen“ im Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung wurde am 19. März 2026 genehmigt (Referenz: EXX/2026/19.03/1054).

Am 24. März 2026 wurde das Lastenheft im Verfahren ohne Bekanntmachung über die Plattform e-Procurement an drei potenzielle Bieter zugesendet. Die Angebotseröffnung erfolgte am 20. April 2026 über die Plattform e-Procurement.

Drei Angebote wurden frist- und formgerecht elektronisch eingereicht:

- H. Berg & associés
- NG Infra
- SML Ingenieurs Conseils

Die Bieter wurden in Bezug auf das Zugangsrecht geprüft. Alle drei Angebote wurden als regelkonform gewertet.

Es wurde gemäß den Verfahrensregeln eine Verhandlungsphase eingeleitet. Alle 3 Bieter wurden am 04. Mai 2026 aufgefordert, im Rahmen der in diesem Verfahren vorgesehenen Verhandlungen ein neues Preisangebot bis zum 8. Mai 2026 um 9.00 Uhr einzureichen.

Die detaillierte Prüfung ist dem beigefügten Submissionsbericht zu entnehmen.

Zwei Angebote wurden frist- und formgerecht elektronisch eingereicht:

- H. Berg & associés
- SML Ingenieurs Conseils

Das Unternehmen NG Infra hat kein angepasstes Angebot eingereicht und wird demnach nicht für die Bewertung berücksichtigt.

Die Bewertung der Angebote auf Grundlage der in den Ausschreibungsunterlagen festgelegten Zuschlagskriterien erzielte folgende Gewichtung:

- H. Berg & associés : Total 100 Punkte
- SML Ingenieurs Conseils : Total 80 Punkte

Der Auftrag wird somit an das wirtschaftlich interessanteste Angebot vergeben, welches das Ingenieurbüro *H. Berg & associés* einreicht zum Preis von 138.000,00 € zzgl. Mehrwertsteuer (ohne Sicherheitskoordination) vergeben.

### 3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Genehmigung der Vergabe des Dienstleistungsauftrags führt zu finanziellen Auswirkungen in Höhe von 138.000,00 € zzgl. Mehrwertsteuer .

Der Auftrag wird zu Lasten der Haushaltszuweisung 74.22 im Investitionshaushalt des Organisationsbereichs 00 im Programm 00 des Ausgabenhaushaltsplanes der DgG Gemeinschaftszentren abgewickelt.

## TOP 6: Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags über die Gestaltung und Durchführung der Ausbildung für pädagogische Führungskräfte in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens in Form eines vereinfachten Verhandlungsverfahrens mit Bekanntmachung

### 1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags über die Gestaltung und Durchführung der Ausbildung für pädagogische Führungskräfte in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens, die im Schuljahr 2026-2027 durchgeführt wird an den Anbieter „Wissenschaftliche

Weiterbildung an der TU Dortmund e.V. Bereich Deutsche Akademie für pädagogische Führungskräfte“ mit Sitz Hohe Straße 141 in D-44139 Dortmund.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

### 2. Erläuterungen:

Durch das Dekret der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens vom 25. Mai 2009 über Maßnahmen im Unterrichtswesen und in der Ausbildung hat die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft Inhalte und Form der früheren „Fachausbildung zum Schulleiter“ festgelegt. Im Laufe der Jahre hat sich das Zielpublikum auf weitere Führungsämter im Bildungswesen ausgeweitet, so dass die Ausbildung nunmehr als „Ausbildung für pädagogische Führungskräfte“ bezeichnet wird.

Im Schuljahr 2026-2027 soll die Ausbildung für eine achte Teilnehmergruppe organisiert und durchgeführt werden. Für die schulträgerübergreifenden Module, die sich nicht spezifisch auf Inhalte der Deutschsprachigen Gemeinschaft betreffend beziehen, wird ein externer Anbieter mit der Gestaltung und Durchführung beauftragt.

Zwecks Organisation und Finanzierung dieser Fachausbildung wurde die Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags durch ein vereinfachtes Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung am 18. Februar 2026 eingeleitet.

Eingegangen sind zwei Angebote. Zum einen ein Angebot von Univ.-Prof. Dr. Stephan Huber, Inhaber des Exzellenz-Lehrstuhls Leadership, Quality Management and Innovation, Abteilung für Bildungsforschung, Linz School of Education, Johannes-Kepler-Universität Linz, und zum anderen ein Angebot der Wissenschaftlichen Weiterbildung an der TU Dortmund e.V. Bereich Deutsche Akademie für Pädagogische Führungskräfte (DAPF). Beide Angebote erfüllen sowohl die Zuschlags- als auch die Qualitätskriterien.

Mit beiden Bietern wurden Gespräche und Verhandlungen geführt. Dabei ging es darum, die Gewährleistung des roten Fadens zu schärfen, den Einsatz der Experten zu optimieren sowie die Modulbeschreibungen zu präzisieren. Im Anschluss an die Verhandlungen reichten die Bieter ein angepasstes und endgültiges Angebot bis spätestens 5. Mai 2026 über die Plattform Public Procurement ein.

Dem Vergabeprotokoll sind folgende Punktevergaben nach Sichtung der angepassten Angebote zu entnehmen:

**Bieter 1 „Univ.-Prof. Dr. Stephan Huber, Inhaber des Exzellenz-Lehrstuhls Leadership, Quality Management and Innovation, Abteilung für Bildungsforschung, Linz School of Education, Johannes-Kepler-Universität Linz“**

Bei dem ersten Bieter handelt es sich um Univ.-Prof. Dr. Stephan Huber, Inhaber des Exzellenz-Lehrstuhls Leadership, Quality Management and Innovation, Abteilung für Bildungsforschung, Linz School of Education, Johannes-Kepler-Universität Linz. Univ.-Prof. Dr. Huber ist ein Fachexperte auf dem Gebiet der Aus- und Weiterbildung pädagogischer Führungskräfte und der Führungskräfteentwicklung.

- Nach der Auswertung wurde folgende Punktervergabe ermittelt:
  - Erfahrung in der Organisation und Durchführung von Ausbildungen im Bereich von pädagogischen Führungskräften: *18/20 Punkte*
  - Themenspezifische Qualifizierung der Dozierenden und der externen Experten: *18/20 Punkte*
  - Einsatz von passenden Unterrichtsformen, berufsspezifischen Methoden und qualifizierten Inhalten: *20/20 Punkte*
  - Preis- Leistungsverhältnis: *39,61/40 Punkte*

60.498,75 EUR ohne MwSt. Die MwSt. wird in Belgien ausgewiesen.

**Gesamt: 95,61/100 Punkte**

**Bieter 2 „Wissenschaftliche Weiterbildung an der TU Dortmund e.V. Bereich Deutsche Akademie für Pädagogische Führungskräfte“**

- Der zweite Bieter, die Deutsche Akademie für Pädagogische Führungskräfte (DAPF) der TU Dortmund, arbeitet vornehmlich im Bereich der Förderung und Qualifizierung von Führungskräften in allen schulischen Bereichen und Ebenen und verknüpft Schulleitungsforschung und Praxis. Eine hohe Expertise in diesem Bereich kann nachgewiesen werden.
- Nach der Auswertung wurde folgende Punktervergabe ermittelt:
  - Erfahrung in der Organisation und Durchführung von Ausbildungen im Bereich von pädagogischen Führungskräften: *20/20 Punkte*
  - Themenspezifische Qualifizierung der Dozierenden und der externen Experten: *20/20 Punkte*
  - Einsatz von passenden Unterrichtsformen, berufsspezifischen Methoden und qualifizierten Inhalten: *20/20 Punkte*
  - Preis- Leistungsverhältnis: *40/40 Punkte*

59.913,00€ MwSt.-befreit

**Gesamt: 100/100 Punkte**

• **Geschätzte Kosten:**

Die Kosten variieren je nach Angebot wie folgt:

	<b>Johannes-Kepler-Universität Linz, Univ.-Prof. Dr. Stephan Huber</b>	<b>Wissenschaftliche Weiterbildung an der TU Dortmund (DAPF), Dr. Jörg Teichert</b>
Dienstleistung nach Angebot	60.498,75 € zzgl. MwSt.	59.913,00 € exkl. MwSt
Geschätzte Fahrtkosten der Teilnehmenden	6.000,00 €	6.000,00 €
Geschätzte Kosten für Räumlichkeiten und Catering an 14 Präsenztagen	12.000,00 €	12.000,00 €
<b>Total</b>	78.498,75 € zzgl. MwSt.	77.913,00 € exkl. MwSt.

Aufteilung der Kosten nach Haushaltsjahren:

	2026		2027	
	VE	AE	VE	AE
<b>Kosten öffentliche Ausschreibung</b> Johannes-Kepler-Universität Linz, Univ.-Prof. Dr. Stephan Huber				
<b>Total</b>	60.498,75 € zzgl. MwSt.	26.000,00 €	/	34.498,75 €
<b>Kosten öffentliche Ausschreibung</b> Wissenschaftlichen Weiterbildung an der TU Dortmund, Dr. Jörg Teichert				
<b>Total</b>	59.913,00 € exkl. MwSt.	25.677,00 €	/	34.239,00 €
<b>Zusätzliche Kosten</b>				
Kosten für Räumlichkeiten und Catering	12.000,00 €	5.150,00 €	/	6.850,00 €
Fahrtkosten der Teilnehmenden	6.000,00 €	2.570,00 €		3.430,00 €

• **Fazit**

Das Angebot von Univ.-Prof. Dr. Stephan Huber, Inhaber des Exzellenz-Lehrstuhls Leadership, Quality Management and Innovation, Abteilung für Bildungsforschung, Linz School of Education, Johannes-Kepler-Universität Linz, verzahnt Theorie, Praxis und Selbstreflexion in einer aufbauenden Konzeption der einzelnen Module. Die abwechslungsreichen Methoden und Sozialformen fördern das aktive Lernen und die Vernetzung untereinander. Auch wenn Herr Huber

Erfahrungen im Bereich der Ausbildung pädagogischer Führungskräfte nachweisen kann, wird deutlich, dass er vor allem an verschiedenen Studiengängen mitgewirkt hat und weniger gezielte Ausbildungen organisiert und durchgeführt hat. Die von ihm vorgesehenen Experten verfügen nur bedingt über eine spezifische Qualifizierung und Erfahrungen im Bereich der pädagogischen Führungskräfte.

Die wissenschaftliche Weiterbildung an der TU Dortmund e.V. Bereich Deutsche Akademie für Pädagogische Führungskräfte ist ein offiziell anerkanntes Institut, das mit der Durchführung von zertifizierenden Ausbildungen von pädagogischen Führungskräften beauftragt ist. Die Akademie verfügt entsprechend über umfangreiche Erfahrung in diesem Bereich. Die wissenschaftlichen Experten, die mit der Durchführung der einzelnen Ausbildungsmodulare beauftragt sind, sind Personen, die für diese Aufgaben qualifiziert sind. Der Bieter setzt auf umfangreiche Erfahrungswerte unterschiedlicher Experten. Die Vernetzung der Themenschwerpunkte wurde durch den Bieter präzisiert, die einzelnen Module wurden umfangreich beschrieben und passend aufbereitet. Die Verknüpfung von Theorie und Praxis, persönliche Entwicklungsmöglichkeiten und die didaktische Herangehensweise sind ersichtlich und in ein durchdachtes Konzept eingebettet.

Vor diesem Hintergrund schlagen wir vor, den Zuschlag der wissenschaftlichen Weiterbildung an der TU Dortmund e.V. Bereich Deutsche Akademie für Pädagogische Führungskräfte, zu erteilen.

**3. Finanzielle Auswirkungen**

Für die Gestaltung und Durchführung der Ausbildung für pädagogische Führungskräfte in der Deutschsprachigen Gemeinschaft fallen demnach folgende Kosten an:

	2026		2027	
	VE	AE	V E	AE
<b>Kosten öffentliche Ausschreibung</b> Wissenschaftliche Weiterbildung an der TU Dortmund e.V. Bereich Deutsche Akademie für Pädagogische Führungskräfte	59.913,00 € exkl. MwSt.	25.677,00 €	/	34.239,00 €
<b>Zusätzliche Kosten</b>				
Kosten für Räumlichkeiten und Catering	12.000,00 €	5.150,00 €	/	6.850,00 €
Fahrtkosten der Teilnehmenden	6.000,00 €	2.570,00 €	/	3.430,00 €
<b>Total</b>	<b>77.913,00 €</b>	<b>33.397,00 €</b>	<b>/</b>	<b>44.519,00 €</b>

Die Gesamtkosten für die Ausbildung belaufen sich somit auf 59.913,00 € exklusive MwSt. Bei der Weiterbildung handelt es sich um eine Dienstleistung, die von der Mehrwertsteuer befreit ist.

Die zusätzlichen Kosten für Räumlichkeiten und Catering sowie für die Fahrtkosten der Teilnehmenden belaufen sich geschätzt auf 18.000,00 €.

Die Mittel in Höhe von ca. 78.000,00 € stehen im Haushalt OB 30 PR 11 ZW 12.11 für das Haushaltsjahr 2026 zur Verfügung.

Die Ausgabeermächtigungen in Höhe von ca. 44.520,00 € werden für das Haushaltsjahr 2027 im Haushalt OB 30 PR 11 ZW 12.11 vorgesehen.

**TOP 9: Infrastrukturprojekt 5921 - Stadt Eupen - Judenstraße 88 - Gebäude "Wärterhaus" - Erneuerung der Dacheindeckung - Anerkennung der Dringlichkeit**

**1. Beschlussfassung:**

Die Regierung erkennt die Dringlichkeit des Infrastrukturvorhabens „Eupen – Judenstraße 88 – Gebäude „Wärterhaus“ – Erneuerung der Dacheindeckung“ gemäß Art. 22 §1 des Dekretes vom 18. März 2002 zur Infrastruktur an.

Der Minister für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

**2. Erläuterungen:**

Antragsteller des Infrastrukturvorhabens „Eupen – Judenstraße 88 – Gebäude „Wärterhaus“ – Erneuerung der Dacheindeckung“ ist die Stadt Eupen. Die Anmeldung des Infrastrukturvorhabens und der zugehörige Finanzplan datieren vom 27. April 2026 bzw. 19. Mai 2026.

Es handelt sich um die dringend notwendige Erneuerung der Dacheindeckung am Gebäude „Wärterhaus“ der Sportinfrastruktur gelegen Judenstraße 88 in 4700 Eupen.

Bei der bestehenden Dachdeckung handelt es sich um eine Schieferdeckung mit einer Unterspannbahn aus Bitumenbahnen. Der Zustand des Schiefers ist so schlecht, dass bereits der Kontakt mit einem Fremdkörper zum Bruch des Materials führt. Vereinzelt drücken sich zudem Schieferplatten durch die eigenen Befestigungshaken und verursachen in der Deckung. Die Bitumenbahnen sind zudem ausgehärtet und weisen zahlreiche Löcher und Risse auf.

Die Erneuerung sieht das Entfernen der alten Dacheindeckung, das Ersetzen der beschädigten Holzbalcken, die Neueindeckung des Daches, das Verkleiden der Dachüberstände, die Erneuerung der Regenrinnen und Fallrohre sowie den Einbau einer Isolierung in den Boden des Dachgeschosses vor.

Diese dringenden Arbeiten sollen schnellstmöglich umgesetzt werden, um die Dichtigkeit der Dachhaut wiederherzustellen bzw. dauerhaft zu gewährleisten und somit die Gebäudesubstanz vor weiteren Schäden zu bewahren.

Die Gesamtkosten für die o. e. Arbeiten belaufen sich auf Grundlage des hinterlegten Angebots des Unternehmens Tychon Frères Sprl vom 6. Mai 2026 sowie des zugehörigen Finanzplans der Stadt Eupen vom 19. Mai 2026 auf 43.375€ (inkl. 21% MwSt.).

Das Gemeindegremium der Stadt Eupen hat in seiner Sitzung vom 18. Mai 2026 beschlossen, das Unternehmen Tychon Frères Sprl mit den besagten Arbeiten zur Erneuerung der Dacheindeckung in Dringlichkeit zu beauftragen.

Aus diesen Gründen hat die Stadt Eupen am 27. April 2026 bzw. 19. Mai 2026 einen vollständigen Antrag auf Anerkennung des Dringlichkeitsverfahrens im Sinne von Art. 22 §1 des Dekrets vom 18. März 2002 zur Infrastruktur gestellt.

### 3. Finanzielle Auswirkungen:

OB 70 - PR 13 - ZW 63.51  
(Zuschüsse für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Sportstätten der Gemeinden)

Projektkosten: 43.375€  
Voraussichtlicher Zuschuss (60%): 26.025€

### TOP 10: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 13. April 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Menschen mit Beeinträchtigung

#### 1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 13. April 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Menschen mit Beeinträchtigung.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

#### 2. Erläuterungen:

Artikel 6 §1 des Dekrets vom 21. November 2022 zur Schaffung eines Beirats für Menschen mit Beeinträchtigung sieht die Zusammensetzung des Beirats für Menschen mit Beeinträchtigung vor.

Aufgrund eines Personalwechsels wird eine Vertreterin der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft wie folgt ersetzt:

- Frau Carina Schröder durch Claudia Schröder
- Frau Claudia Schröder durch Frau Michèle Pommé;

Außerdem wird aufgrund eines Personalwechsels das effektive Mitglied als Vertreter der Dienststelle der Deutschsprachige Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben Frau Yvonne Meys durch Frau Désirée Simons ersetzt.

Herr Frédéric Krickel und Herr Henri Reul sind zurückgetreten. Frau Gaby Jost ist verstorben. Es sind noch keine Nachfolger bekannt.

Die Vertretung des zuständigen Fachbereichs des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft wurde mittels Programmdekret (II) 2025 gestrichen. Dieser Änderung wird ebenfalls Rechnung getragen.

### 3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

### TOP 11: Addendum 3 zur Vereinbarung zur energetischen Sanierung und Neubau von öffentlich geförderten Wohnungen.

#### 1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt das Addendum 3 zur Vereinbarung zur energetischen Sanierung und Neubau von öffentlich geförderten Wohnungen.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

#### 2. Erläuterungen:

Im Addendum 3 zur Vereinbarung zur energetischen Sanierung und Neubau von öffentlich geförderten Wohnungen zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Öffentlichen Wohnungsbaugesellschaft Ostbelgien GmbH wird der Artikel 4 – Kapitalbeteiligung abgeändert.

Durch das voraussichtliche Inkrafttreten einer neuen Mietberechnung zum 1. Januar 2027 werden für diese die Energiezertifikate aller ÖWOB-Wohnungen benötigt. Es fehlen Zertifikate für 909 Wohnungen. Bei einem Preis von momentan 139 € pro Zertifikat ergäbe dies einen Betrag vom 126.351,00 € ohne MwSt.

Die Ministerin hat am 6. Mai 2026 dem Antrag der Gesellschaft zugestimmt, die Kosten für die Erstellung der Zertifikate über die Investitionsvereinbarung abzurechnen.

### 3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine zusätzlichen finanziellen Auswirkungen.



Mitteilung vom 10.06.2026

### **Coupe du monde 2026 : vivez les matchs ensemble en toute sécurité**

À l'approche de la Coupe du monde de football 2026, qui se déroulera du 11 juin au 19 juillet, de nombreuses retransmissions publiques sur écran géant seront organisées afin de permettre aux supporters de vivre ensemble les moments forts de la compétition. Le Service public fédéral Intérieur encourage chacun à faire de ces rassemblements des moments de fête, de partage et de convivialité. Grâce au respect de gestes simples, ces événements pourront se dérouler dans une ambiance chaleureuse, sûre et respectueuse.

Mitteilung vom 09.06.2026

### **Résultats de l'adjudication de certificats de Trésorerie du 09 juin 2026**

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de certificats de Trésorerie de ce jour pour un montant total de EUR 3.503 milliards. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

ISIN Code : BE0312816888 - 10/09/2026  
Montant accepté (EUR milliards) : 1.587  
Rend. moyen pondéré: 2.325%  
Bid-to-cover ratio : 1.58

ISIN Code : BE0312825970 - 10/06/2027  
Montant accepté (EUR milliards) : 1.916  
Rend. moyen pondéré: 2.653%  
Bid-to-cover ratio : 1.63

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/TC ou Bloomberg BEDA - TC Auctions - Results.

Mitteilung vom 08.06.2026

### **Deux nouveaux atlas dressent un portrait très précis de la Belgique d'hier et d'aujourd'hui**

C'est avec une fierté légitime que l'Institut géographique national (IGN), la Bibliothèque royale de Belgique (KBR), les éditions Lannoo (Lannoo Uitgeverij) et les Éditions Racine présentent deux nouvelles publications : Le Grand Atlas de Ferraris et l'Atlas topographique de Belgique. Ces deux ouvrages sont publiés par Lannoo et Racine et seront disponibles à partir du 18 août 2026. Ensemble, ils offrent une immersion unique dans le paysage belge : de la première carte à grande échelle de notre territoire, datant de 1777, aux cartes topographiques actuelles les plus détaillées à l'échelle 1:25 000.

### **Dette de l'État fédéral à la fin mai 2026**

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette

À la fin mai 2026, la dette de l'État fédéral s'élevait à 578,821 milliards d'euros. La dette de l'État fédéral a ainsi augmenté de 13,00 milliards d'euros depuis avril.

En termes nets (après déduction des placements et des titres en portefeuille), la dette de l'État fédéral a augmenté de 3,96 milliards d'euros, pour s'établir à 549,293 milliards d'euros.

Le solde net à financer s'est élevé à 3,92 milliards d'euros (au détriment du Trésor).

Pour de plus amples renseignements sur les émissions et les remboursements des dettes à court et long termes en mai 2026, veuillez consulter le site de l'Agence fédérale de la Dette ([www.debtagency.be/fr](http://www.debtagency.be/fr)).

La durée moyenne de la dette de l'État fédéral a baissé de 0,03 année pour revenir à 10,24 années, tandis que le taux d'intérêt moyen sur les instruments de la dette a augmenté pour s'établir à 2,14 %. Les risques de refinancement à 12 et 60 mois étaient respectivement de 13,79 % et 36,99 %.

### **L'IGN Belgique, le Cadastre néerlandais et le Cadastre luxembourgeois (ACT) renforcent leur coopération stratégique dans le domaine de la géodésie**

Le 8 juin, l'Institut géographique national (IGN) belge, le Cadastre néerlandais et le Cadastre luxembourgeois (ACT) ont signé un accord stratégique visant à renforcer leur coopération dans le domaine de la géodésie et à contribuer ensemble au développement de la chaîne d'approvisionnement géodésique mondiale.

### **Trop lent, trop complexe, trop opaque : le Médiateur fédéral recense les problèmes structurels au sein des services de migration**

Depuis des années, le Médiateur fédéral reçoit de nombreuses plaintes persistantes concernant le fonctionnement des services de migration. Il s'agit de plaintes provenant de citoyens qui arrivent en Belgique par la voie légale ou qui y séjournent déjà légalement et souhaitent prolonger leur séjour. Le Médiateur fédéral a rassemblé les problèmes récurrents et leurs causes dans un rapport détaillé assorti de recommandations. Il entend ainsi contribuer à la mise en place d'une solution structurelle.

Mitteilung vom 05.06.2026

### **Conseil des ministres du 5 juin 2026**

Le Conseil des ministres a eu lieu selon la procédure électronique le vendredi 5 juin 2026, sous la présidence du Premier ministre Bart De Wever.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

### **Création de la Direction d'investigations fiscales**

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi déterminant le cadre générale de la Direction d'investigations fiscales (DIF).

### **Marché public pour le SPF Finances**

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif au nettoyage des locaux de divers bâtiments du SPF Finances.

### **Marchés publics pour la Défense**

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation de trois marchés publics pour la Défense.

### **Marché public pour l'achat de mobilier de bureau pour l'administration fédérale**

Sur proposition de la ministre chargée de la Fonction publique Vanessa Matz, le Conseil de ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public pour l'achat et la livraison de mobilier de bureau.

### **Marché public pour de l'expertise IT et les licences associées**

Sur proposition de la ministre chargée du Numérique Vanessa Matz, le Conseil de ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public pour de l'expertise IT et les licences associées, dans le cadre de la simplification et de la digitalisation de l'administration fédérale.

### **Redéploiement du site du Cinquantenaire**

Le Conseil des ministres a approuvé différents travaux et études qui s'inscrivent dans un projet global de redéploiement et de revalorisation du site du Cinquantenaire, y compris des institutions qui y sont présentes – à savoir les Musées royaux d'Art et d'Histoire (MRAH), l'Institut royal du Patrimoine artistique (IRPA) et le War Heritage Institute (WHI).

### **Modifications visant à améliorer l'accès aux soins somatiques pour les patients psychiatriques**

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal visant à améliorer l'accès aux soins systématiques pour les patients psychiatriques.

### **Norme énergétique : adaptation des taux d'accise sur l'électricité**

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi adaptant la loi-programme du 27 décembre 2004 afin de réduire les taux d'accise sur l'électricité pour la consommation professionnelle et non professionnelle.

### **Accord de coopération relatif à la banque de données commune Terrorisme, Extrémisme, processus de Radicalisation (TER)**

Sur proposition de la ministre de la Justice Annelies Verlinden et du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'un accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à l'alimentation de la banque de données commune Terrorisme, Extrémisme, processus de Radicalisation (TER).

### **Vérifications de sécurité dans le Code belge de la navigation – Deuxième lecture**

Sur proposition de la ministre de la Justice chargée de la Mer du Nord Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture un avant-projet de loi modifiant les dispositions relatives aux vérifications de sécurité dans le Code belge de la navigation.

### **Assentiment à l'accord de siège entre la Belgique et l'Organisation Européenne de Droit Public - Deuxième lecture**

Sur proposition du ministre des Affaires étrangères Maxime Prévot, le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture un avant-projet de loi portant assentiment à l'accord de siège entre la Belgique et l'Organisation européenne de droit public (ELPO), fait à Bruxelles le 23 janvier 2026.

### **Plan de transport 2026-2029 de la SNCB**

Sur proposition du ministre de la Mobilité Jean-Luc Crucke, le Conseil des ministres a approuvé le plan de transport 2026-2029 de la SNCB.

### **Modifications relatives à l'offre de référence de la SNCB**

Sur proposition du ministre de la Mobilité Jean-Luc Crucke, le Conseil des ministres a pris acte des modifications apportées à l'offre de référence de la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) en ce qui concerne l'offre de trains de décembre 2024 (horaire 2025) et de décembre 2025 (horaire 2026), conformément aux dispositions du contrat de service public entre l'État belge et la SNCB.

### **L'Institut géographique national : la boussole de la Belgique depuis 50 ans**

Le lundi 8 juin 2026, l'Institut géographique national (IGN) fêtera son cinquantième anniversaire sous sa

forme actuelle. Lors d'un événement privé organisé à la Bibliothèque royale de Belgique (KBR) en présence de partenaires nationaux et internationaux de premier plan, l'IGN reviendra sur cinq décennies d'expertise et d'engagement, célébrera le rôle qu'il joue aujourd'hui et esquissera sa vision pour l'avenir. Le ministre de la Défense Theo Francken, ministre de tutelle de l'IGN sera également présent. Cet anniversaire est l'occasion idéale de montrer comment l'IGN s'est transformé d'agence cartographique en géobroker fédéral et en prestataire de services numériques complets dans le domaine de la géo-intelligence.

### Résultats de l'adjudication ORI Facility du 05 juin 2026

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de ce jour pour un montant total de EUR 0.501 milliard. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

OLO 3.00% 22/06/2033 (OLO 97)  
 ISIN Code : BE0000357666 - 22/06/2033  
 Montant accepté (EUR milliards) : 0.200  
 Rend. moyen pondéré: 3.218%  
 Bid-to-cover ratio : 2.60

OLO 2.85% 22/10/2034 (OLO 100)  
 ISIN Code : BE0000360694 - 22/10/2034  
 Montant accepté (EUR milliards) : 0.301  
 Rend. moyen pondéré: 3.380%  
 Bid-to-cover ratio : 2.33

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/ORI ou Bloomberg BEDA - Capital Market - OLO Optional Reverse Inquiry - Results.

Mitteilung vom 04.06.2026

### OLO Optional Reverse Inquiry (ORI) facilité du 05 juin 2026

L'Agence fédérale de la Dette communique que les 2 lignes d'OLO suivantes seront adjudguées le vendredi 05 juin 2026 pour un montant maximum de EUR 500 millions :

1.  
 Dénomination : OLO 3.00% 22/06/2033  
 Code ISIN : BE0000357666  
 Numéro OLO : OLO 97  
 Encours : EUR 22 391 000 000.00

2.  
 Dénomination : OLO 2.85% 22/10/2034  
 Code ISIN : BE0000360694  
 Numéro OLO : OLO 100  
 Encours : EUR 19 995 000 000.00

La date de paiement est fixée au 09 juin 2026.

### Bons d'État - émission du 4 juin 2026 - Montant final

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette

### Campagne des Bons d'État du 4 juin 2026 - Résultat final

Le montant final souscrit lors de la campagne de Bon d'État du 4 juin 2026 s'élève à 272 757 500 EUR. Ce montant est réparti entre le service des Grands-Livres et les établissements placeurs comme suit :

Via le service des Grands-Livres :  
 146 360 700 EUR (pour 5 385 souscriptions)  
 - Bon d'État à 1 an : 118 793 300 EUR  
 - Bon d'État à 8 ans : 27 567 400 EUR

Via les établissements placeurs :  
 126 396 800 EUR  
 - Bon d'État à 1 an : 103 715 000 EUR  
 - Bon d'État à 8 ans : 22 681 800 EUR



### Breite Kapitalpuffer oder sektorale Instrumente?

10. Juni 2026 - 10:00

Der Artikel beleuchtet die Vor- und Nachteile sektoraler makroprudenzieller Maßnahmen und liefert einen fundierten Beitrag zur Diskussion über deren Vereinfachung und Wirksamkeit. ... [weiter lesen](#) (fr)

### L'activité économique belge devrait stagner au deuxième trimestre de 2026

9 juin 2026 - 14:00

Selon l'estimation du Business Cycle Monitor (BCM), l'économie belge ralentirait au deuxième trimestre de 2026. Les modèles de prévision immédiate de la Banque nationale de Belgique (BNB) oscillent entre -0,1 et 0,2 %, et la projection actuelle la plus plausible de la croissance économique pour le deuxième trimestre de 2026 est de l'ordre de zéro. La balance des risques entourant cette prévision est globalement neutre. ... [lire plus](#)

### Pierre Crevits tritt am 1. Dezember 2026 dem Direktorium der BNB bei

9. Juni 2026 - 9:45

Auf Vorschlag des Regentenrats der Belgischen Nationalbank (BNB) wurde Pierre Crevits vom König für eine Amtszeit von sechs Jahren ab dem 1. Dezember 2026 zum Mitglied des Direktoriums der BNB ernannt. ... [weiter lesen](#)

## Filiz Korkmazer tritt am 1. September 2026 dem Direktorium der BNB bei

9. Juni 2026 - 9:45

Auf Vorschlag des Regentenrats der Belgischen Nationalbank (BNB) wurde Filiz Korkmazer vom König für eine Amtszeit von sechs Jahren ab dem 1. September 2026 zum Mitglied des Direktoriums der BNB ernannt. ... [weiter lesen](#)

## La BCE annonce les principales étapes du déploiement du Cadre de déclaration intégré

8 juin 2026 - 0:00

- L'Eurosystème présente les principales étapes de la mise en œuvre du Cadre de déclaration intégré (Integrated Reporting Framework, IReF)
- Une phase pilote d'un an débutera au deuxième trimestre 2030 et la publication officielle des rapports IReF commencera au deuxième trimestre 2031
- Le calendrier est subordonné à l'adoption du règlement IReF, dans l'attente des résultats de la consultation publique prévue au second semestre 2027

... [lire plus](#)



## Vlaamse Regering

### Ministerraad van 05 juni 2026

- Stad Antwerpen: overdracht gewestweg
- Beroep tegen het besluit van de gemeenteraad van de stad Antwerpen van 28 april 2025 betreffende de goedkeuring van de zaak der wegen in het kader van de omgevingsvergunningsaanvraag voor het aanleggen van een fietspad en het heraanleggen van de straat tussen de Gerardus Stijnenlaan en de Kretenborglaan
- Beroep tegen het besluit van de gemeenteraad van de stad Antwerpen van 26 mei 2025 betreffende de goedkeuring van de zaak der wegen in het kader van de omgevingsvergunningsaanvraag voor het bouwen van een meergezinswoning en vier eengezinswoningen aan de Boterlaarbaan
- Vlaams Handhavingsplatform (VHP)
- Hernieuwing Vlaams dienstverleningscharter
- Raad van bestuur Flanders Future Techfund (FFTF): voordracht bestuurders en aanduiding regeringscommissarissen
- Luchtvervoersovereenkomst Kenia
- Wijziging besluit Vlaamse Codex Wonen van 2021: verwezenlijking sociaal woonaanbod (Bindend Sociaal Objectief)
- EU-emissiehandelssysteem (EU ETS) luchtvaart
- Subsidieoproep herdenkingstoerisme WO I
- Subsidieoproep natuur- en waterbeleving
- Infrastructuursubsidies jeugdverblijven
- Raad van bestuur nationale instelling voor het beheer van radioactief afval en verrijkte splijtstoffen (NIRAS): vervanging vertegenwoordiger
- Wijziging uitvoeringsbesluit decreet Wonen in eigen streek (WIES): onroerend bezitsvoorwaarde
- Wijziging diverse decreten rond Wonen: verplichtingen kandidaat-huurders en sociale huurders met het oog op een betere activering en toeleiding naar de arbeidsmarkt
- Activering sociale huurder
- Digitalisering handhaving Vlaamse regelgeving: uitbreiding implementatie Vlaams Handhavingsplatform (VHP)
- Wijziging steun erkende dierenasielen
- Amendement programmadecreet begrotingsaanpassing 2026
- Jobbonus: aanpassing loongrenzen 2026
- Consumentenbescherming dienstencheques: wijziging koninklijk besluit
- vzw Krijt: subsidie project 'Kansrijk en kostenbewust in tso, bso en kso'
- Wijziging verschillende besluiten beleidsdomein Onderwijs en Vorming: organisatie en personeel in verschillende onderwijsniveaus
- Toekenning werkingsbudget voor praktijkgerichte structuuronderdelen en bepaling vereisten inzake bijdrageregeling
- Digisprong
- Inspiratiescholen
- Subquota 2029
- Subsidiekader projecten ouderen- en/of thuiszorg in uitvoering Woonzorgdecreet
- Verhoging subsidie inkomenstarief voor gezinsopvang
- Investeringssubsidie gezinsopvang
- Hogeschool PXL: projectsubsidie akkerbiodiversiteit
- Europese Verordening over de Overbrenging van Afvalstoffen (EVOA): wijziging Vlaams reglement duurzaam beheer van materiaalcringlopen en afvalstoffen
- Programmatische aanpak stikstof (PAS): verlenging indientermijn afwijkende berekeningsmethode referentiesituatie 2021
- Digitale atlas
- Projectoproepen 'Natuur in je school' 2026-2029
- Vlaamse wegcode: wijziging datum inwerkingtreding
- Particuliere radio-omroeporganisaties
- Jeugddecreeet: wijziging luisterlijn, JoKER en subsidievoorwaarden jeugdverenigingen

- Wijziging onderwijsdecreten in functie van taalmaatregelen uit conceptnota 'Ieder kind taalheld'
- Bekrachtiging en afkondiging van het decreet tot wijziging van de bijlage bij het Regiodecreet van 3 februari 2023, wat betreft de wijziging van de referentieregio van de gemeente Wetteren en de aanpassing aan de gemeentefusies, aangenomen door het Vlaams Parlement op 27 mei 2026
- Wijziging Radiodecreet: verlenging erkenningen netwerkradio-omroeporganisaties en lokale radio-omroeporganisaties
- Voorontwerp Onderwijsdecreet XXXVI
- Tweede algemene implementatie Kaderdecreet Vlaamse Handhaving (KVH): ontwerp van wijzigingsdecreet
- Wijziging Onroerenderfgoeddecreet: subsidies en erfgoedlening
- Mededelingen

### Ministerraad via elektronische procedure van 04 juni 2026

- Aanstelling gedelegeerd bestuurder bij Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (VDAB)

Galant, a validé en dernière lecture la mise en œuvre de la dématérialisation du permis de chasse. À partir de la saison cynégétique 2026, le permis de chasse sera dématérialisé en Wallonie et s'obtiendra via Mon Espace Wallonie. ... [lire plus](#)



## Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 04.06.2026

### Créer son activité ne doit pas être un parcours du combattant

Le Gouvernement wallon, sur proposition de Pierre-Yves Jeholet, Ministre wallon de l'Économie, de l'Emploi et de la Formation, réforme en profondeur les structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (SAACE) et l'incitant financier « Airbag ».

... [lire plus](#)

### Logement public : la Wallonie concrétise le « loyer chaud » pour favoriser la rénovation et restaurer l'équité

Dès l'an prochain, le calcul du loyer social tiendra compte de la performance énergétique des logements d'utilité publique. Objectif ? Plus d'équité entre locataires et un renforcement de la capacité du secteur à rénover. ... [lire plus](#)

### Chasse : la Wallonie simplifie les démarches administratives avec un permis de chasse digitalisé

Le Gouvernement de Wallonie, à l'initiative des ministres en charge de la Chasse et de la Simplification administrative, Anne-Catherine Dalcq et Jacqueline

# Europa und regionale Zusammenarbeit



## Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

### 171. Plenartagung des Europäischen Ausschusses der Regionen

**06.-07.05.2026 - Brüssel**

u. a. Debatten und Stellungnahmen zu:

- Zukunft der Ländlichen Entwicklung
- NRPP Fonds
- Connecting Europe Fazilität 2028-2034
- Schutz von Jugendlichen und Minderjährigen in der digitalen Welt
- Erasmus+ Programm 2028-2034
- AGORA EU – u. a. mit Redebeitrag von Liesa Scholzen
- Strategie Medizinische Gegenmaßnahmen (krisenfeste Gesundheitsvorsorge)

... [weiter lesen](#)



## Benelux Parlament

### Réunion de la délégation belge

**05.06.2026 - Bruxelles**

Ordre du jour :

1. Présentations des nouveaux membres
2. Awards, prix et médailles du Parlement Benelux  
Propositions
3. Présentation par M. Yves Evrard des priorités de la prochaine présidence belge du Parlement Benelux.
4. Divers

Présidente : Patricia Creutz-Vilvoye

### Journée de Commission

**05.06.2026 - Bruxelles**

1. Commission de Coopération transfrontalière :  
"Le télescope Einstein"  
Rapporteurs : Mmes Judith Bühler et Patricia Creutz et M. Karl Vanlouwe – Projet de recommandation et discussion
2. Commission Finances et Mobilité :

Demande adressée par la commission des Finances et du Budget de la Chambre des représentants de Belgique à la commission Finances et Mobilité du Parlement Benelux sur la proposition de résolution concernant « la création d'un marché des capitaux approfondi pour le Benelux et l'Europe et l'élargissement de la culture de l'investissement en Belgique » - échange de vues

3. Commissions réunies Aménagement du territoire, Environnement et Climat & Économie, Agriculture et Énergie :  
Thème « Gestion de l'eau – Défis liés à la qualité de l'eau » - échange de vues

### Séance plénière

**12.06.2026 - Luxembourg**

Ordre du jour :

1. Ouverture de la session Mot de bienvenue et de remerciement de Mme Francine CLO-SENER, présidente du Parlement Benelux
2. Débat thématique : entrepreneuriat innovant et propriété intellectuelle : Soutenir l'innovation et les start-ups dans le Benelux, propriété intellectuelle comme moteur de l'innovation, échanges de bonnes pratiques
3. Demande adressée par la commission des Finances et du Budget de la Chambre des représentants de Belgique à la commission Finances et Mobilité du Parlement Benelux relative à la proposition de résolution concernant « la création d'un marché des capitaux approfondi pour le Benelux et l'Europe et l'élargissement de la culture de l'investissement en Belgique » - rapport
4. « Le télescope Einstein » Rapporteurs : Mmes Valérie Bluge, Judith Bühler et Patricia Creutz et M. Karl Vanlouwe Proposition de recommandation – Discussion – Votes
5. Remise du BeNeLux-Europe Award de la Stichting BeNeLux-Universitair Centrum (BUC) au Parlement Benelux (Anvers, le 8 mai 2026) - Rapport

... [lire plus](#)



## Interregionaler Parlamentarierat IPR - Großregion

### Sitzung des Ständigen Ausschusses

**05.06.2026 (online)**

1. Genehmigung des Protokolls der Sitzung vom 14. November 2025
2. Information über die Zusammensetzung der Delegationen – Änderungen für den Landtag Rheinland-Pfalz und das Wallonische Parlament

3. Laufende Arbeiten des IPR und seiner Kommissionen – Berichte und Empfehlungsentwürfe, u. a. zum Kolloquium „Grenzüberschreitende Herausforderungen des Arbeitsmarkts in der Großregion“ vom 27.03.2026 in Eupen und daraus resultierender Empfehlungsentwurf
4. Information über eingegangene Stellungnahmen der Regierungen zu IPR-Empfehlungen: Für 2025 haben alle Exekutiven außer Wallonie und Luxemburg Stellungnahmen zu den Empfehlungen vorgelegt
5. Finanzlage – Bericht des Ständigen Sekretariats, positiver Saldo
6. Vorbereitung der Tagesordnung der 75. IPR-Plenarsitzung am 19. Juni 2026: der Entwurf wird gutgeheißen
7. Sitzungskalender 2026:
  - 23.10.2026 Ständiger Ausschuss
  - 06.10.2026 Plenum (Bastogne)

### Plenarsitzung

#### 19.06.2026 – Eupen

##### Tagesordnung:

1. Genehmigung des Protokolls der Sitzung vom 21. November 2025
2. Information über die Zusammensetzung der Delegationen
3. Bericht zu den Arbeiten des Gipfels unter belgischer Präsidentschaft - Oliver PAASCH, Ministerpräsident der Deutschsprachigen Gemeinschaft - Aussprache
4. Grenzüberschreitende Zusammenarbeit stärken: Perspektiven für den Europäischen Regionalfonds (EFRE) und Interreg im Kontext des Mehrjährigen Finanzrahmens ab 2028 – Keynote von Pacal ARIMONT, Mitglied des Europäischen Parlaments und Verhandlungsführer zur EU-Regionalpolitik - Aussprache
5. Vorstellung des Interreg-Projekts (Großregion) CAPACITI sowie der Schlussfolgerungen der grenzüberschreitenden Konsultation zur Einrichtung eines interregionalen Kompetenzzentrums zur Förderung von Kinderrechten – Mélanie ZENNER, Koordinatorin des Interreg-Projekts CAPACITI - Aussprache
6. Laufende Arbeiten des IPR und seiner Kommissionen - Berichte und Vorstellung der Empfehlungsentwürfe
7. Abstimmung der vorliegenden Empfehlungsentwürfe
8. Information über vorliegende Rückmeldungen der Regierungen zu IPR-Empfehlungen
9. Finanzlage
10. Sitzungskalender 2026
11. Verschiedenes



## EVTZ Euregio Maas-Rhein

### EVTZ-Versammlung

#### 05.06.2026 - Hasselt

SmallProjectFund- People to People:

Mittelsverschiebung von Micro und Light in Maxi Projekte

SmallProjectFund – Governance:

Dieser Fonds zielt auf die grenzüberschreitende Zusammenarbeit zwischen Gemeinden ab. Der Projektauftrag soll im Herbst starten. Das totale Budget beträgt 3 Millionen Euro.

Bildungsprojekte und Initiativen:

Die Bildungszusammenarbeit soll in Zukunft gestärkt werden. Die Kooperation auf Ebene der höheren Bildung spiegelt einen Bedarf des Arbeitsmarktes wider.

MMF und Interreg:

10 Millionen Euro sind für Interreg vorgesehen

Einstein Teleskop:

Konkurrenz zwischen drei Standorten (EMR, Sachsen, Sardinien) - es wird auf diplomatischer Ebene viel für die Bewerbung des Standorts EMR gearbeitet. Die Machbarkeitsstudien der Bohrungen zeigen, dass das Teleskop im Aubeler Raum platziert werden kann. Eine Studie mit Geophonen steht noch aus.

Personal und Finanzen:

- Einstellung eines stellvertretenden Direktors.
- Hinweis, dass fast die Hälfte des Teams des EMR-Büros durch Projekte finanziert wird (zeitlich begrenzt).
- Die Öffentlichkeitsarbeit der EMR hat sich in der letzten Zeit verstärkt.
- Der Haushalt der EMR weist ein positives Resultat auf.

Terminhinweise:

- Dreiländerfest am 14/06/2026 in Aachen (KIMIKO – Campus Festival)
- 50 Jahre EMR: 27.10.2026 in Alden Biesen

# Belgisches Staatsblatt



## N. 121 vom 03. Juni 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft  
22. Mai 2025 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 5. Juli 2018 zur Bestellung der Mitglieder des Aufnahmeausschusses für die Anlehre**, S. [30229](#).

## N. 122 vom 04. Juni 2026 (s. Anlage)

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale  
18 MAI 2026. — **Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 18 décembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative à l'octroi d'une prime unique (COCOF)**, p. [30323](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft  
21. Mai 2026 - **Erlass der Regierung zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Studienbeihilfen**, S. [30432](#).

## N. 123 vom 05. Juni 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft  
27. April 2026 - **Dekret zur Zustimmung zu dem Übereinkommen zwischen dem Königreich Belgien und der Europäischen Bank für Wiederaufbau und Entwicklung zur Einrichtung eines operativen Koordinierungsbüros dieser Organisation in Belgien, geschehen zu Brüssel am 14. März 2025**, S. [30556](#).

## N. 124 vom 08. Juni 2026 (s. Anlage)

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale  
18 MAI 2026. — **Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 10 juillet 2025, conclue au sein de la Souscommission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative au régime de chômage avec complément d'entreprise à charge du fonds de sécurité d'existence (FSE ETAW) pour certains travailleurs âgés moins valides ou ayant des problèmes physiques graves en Communauté germanophone, en cas de licenciement**, p. [30862](#).

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale

18 MAI 2026. — **Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 19 novembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative à l'application de la convention collective de travail n° 180 du Conseil national du Travail du 21 octobre 2025 fixant pour la période allant du 1er janvier 2028 au 30 juin 2029, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration**, p. [30869](#).

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale

18 MAI 2026. — **Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 22 septembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative à la détermination des fonctions de référence sectorielles et la classification sectorielle de fonctions des secteurs non marchands bruxellois**, p. [30891](#).

## N. 125 vom 09. Juni 2026 (s. Anlage)

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale

25 MAI 2026. — **Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 24 juillet 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté française et de la Communauté germanophone, relative à l'application de la convention collective de travail n° 174 du 30 juin 2025 du Conseil national du Travail fixant, pour la période allant du 1er juillet 2025 au 31 décembre 2025, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration**, p. [31064](#).

## Deutsche Übersetzungen

### N. 122 vom 04. Juni 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres  
21. März 2024 - **Gesetz zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich Gesundheit** - Deutsche Übersetzung, S. [30312](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres

15. Mai 2024 - **Gesetz zur Durchführung der Verordnung (EU) 2022/868 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2022 über europäische Daten-Governance und zur Änderung der Verordnung (EU) 2018/1724** - Deutsche Übersetzung, S. [30314](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Finanzen

29. September 2024 - **Königlicher Erlass zur Abänderung der Königlichen Erlasse Nr. 1, 2, 4, 41, 44, 46, 48, 50 und 51 über die Mehrwertsteuer hinsichtlich der Modernisierung der Mehrwertsteuerkette** - Deutsche Übersetzung, S. [30350](#).

---

## MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/004006]

**22. MAI 2025 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 5. Juli 2018 zur Bestellung der Mitglieder des Aufnahmeausschusses für die Anlehre**

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen, Artikel 6.2 § 5 Nummer 1, eingefügt durch das Dekret vom 26. Juni 2023;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 4. Juni 2009 zur Festlegung der Ausbildungsbedingungen für mittelständische Lehrlinge und Ausbildungsbetriebe, Artikel 34.4 Absätze 3 und 4, eingefügt durch den Erlass der Regierung vom 28. Juni 2018;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 5. Juli 2018 zur Bestellung der Mitglieder der Mitglieder des Aufnahmeausschusses für die Anlehre;

Aufgrund des Vorschlags des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 30. Januar 2025;

Aufgrund des Vorschlags des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen vom 23. April 2025;

Aufgrund des Vorschlags des Zentrums für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen, eingegangen über das Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen, vom 23. April 2025;

Auf Vorschlag des für die Ausbildung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt

**Artikel 1 - Artikel 1** des Erlasses der Regierung vom 5. Juli 2018 zur Bestellung der Mitglieder des Aufnahmeausschusses für die Anlehre wird wie folgt abgeändert:

1. In Nummer 2 wird die Wortfolge „Frau Geneviève Simonis-Pelzer“ durch die Wortfolge „Frau Doris Falkenberg“ ersetzt.

2. In Nummer 4 wird die Wortfolge „Herr Benoît Post“ durch die Wortfolge „Herr Thomas Weynand“ ersetzt.

3. In Nummer 6 wird das Wort „Gerkens“ durch das Wort „Gerckens“ ersetzt.

4. In Nummer 7 wird die Wortfolge „Herr Ewald Gangolf“ durch die Wortfolge „Herr Richard Rinck“ ersetzt.

**Art. 2 - Artikel 2** desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt abgeändert:

1. In Nummer 2 wird die Wortfolge „Frau Ruth De Sy“ durch die Wortfolge „Frau Nicole Kever“ ersetzt.

2. In Nummer 4 wird die Wortfolge „Frau Carola Freund“ durch die Wortfolge „Frau Annika Reuter“ ersetzt.

3. In Nummer 7 wird die Wortfolge „Herr Johann Langer“ durch die Wortfolge „Herr Volker Klinges“ ersetzt.

**Art. 3 - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.**

**Art. 4 - Der für die Ausbildung zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.**

Eupen, den 22. Mai 2025

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,

Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen

O. PAASCH

Der Minister für Unterricht, Ausbildung, Beschäftigung

J. FRANSEN

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C – 2026/003099]

18 MEI 2026. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 december 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, betreffende de toekenning van een eenmalige premie (COCOF) (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CERTANTATION SOCIALE

[C – 2026/003099]

18 MAI 2026. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 18 décembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative à l'octroi d'une prime unique (COCOF) (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 18 december 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, betreffende de toekenning van een eenmalige premie (COCOF).

**Art. 2.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 mei 2026.

**FILIP**

Van Koningswege:  
De Minister van Werk,  
D. CLARINVAL

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 18 décembre 2025, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative à l'octroi d'une prime unique (COCOF).

**Art. 2.** Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mai 2026.

**PHILIPPE**

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Emploi,  
D. CLARINVAL

\_\_\_\_\_  
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :  
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/003987]

21. MAI 2026 — Erlass der Regierung zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Studienbeihilfen

DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,

Aufgrund des Dekrets vom 26. Juni 1986 über die Gewährung von Studienbeihilfen, Artikel 29 § 4 Absätze 1 und 5;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 10. Mai 2012 zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Studienbeihilfen;

Aufgrund des Vorschlags der Berufsverbände, deren Tätigkeit sich auf sämtliche Wirtschaftssektoren erstreckt, vom 16. März 2026;

Aufgrund des Vorschlags der Arbeitnehmervereinigungen, deren Tätigkeit sich auf sämtliche Wirtschaftssektoren erstreckt, vom 20. März 2026;

Aufgrund der Vorschläge des subventionierten Unterrichtswesens vom 20. März 2026;

In Erwägung des Dekretes vom 3. Mai 2004 zur Förderung der ausgewogenen Vertretung von Männern und Frauen in beratenden Gremien, Artikel 3 § 1 Absatz 1;

Auf Vorschlag des für das Unterrichtswesen zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Folgende Personen werden als Mitglieder des Rates für Studienbeihilfen bestellt:

1. für das staatliche Unterrichtswesen:

a) Frau Julie Hardt;

b) Frau Iris Storck;

2. für das subventionierte Unterrichtswesen:
  - a) Frau Cécile Piel;
  - b) Herr Benjamin Fuhr;
3. für die an staatlichen Sekundarschulen bestehenden Elternvereinigungen: N.N.;
4. für die an subventionierten Sekundarschulen bestehenden Elternvereinigungen: N.N.;
5. für die an Hochschulen und Universitäten bestehenden Studentenvereinigungen:
  - a) N.N.;
  - b) N.N.;
6. für die Berufsverbände, deren Tätigkeit sich auf sämtliche Wirtschaftssektoren erstreckt:
  - a) Herr Samuel Deneffe (AVED-IHK);
  - b) N.N.;
7. für die Arbeitnehmervereinigungen, deren Tätigkeit sich auf sämtliche Wirtschaftssektoren erstreckt:
  - a) Herr Dieter Havenith (CSC);
  - b) Herr Danny Laschet (FGTB).

**Art. 2** - Folgende Personen werden als Ersatzmitglieder des Rates für Studienbeihilfen bestellt:

1. für das staatliche Unterrichtswesen:
  - a) N.N.;
  - b) N.N.;
2. für das subventionierte Unterrichtswesen:
  - a) Herr Marc Peters;
  - b) Frau Laura Gengler;
3. für die an staatlichen Sekundarschulen bestehenden Elternvereinigungen: N.N.;
4. für die an subventionierten Sekundarschulen bestehenden Elternvereinigungen: N.N.;
5. für die an Hochschulen und Universitäten bestehenden Studentenvereinigungen:
  - a) N.N.;
  - b) N.N.;
6. für die Berufsverbände, deren Tätigkeit sich auf sämtliche Wirtschaftssektoren erstreckt:
  - a) Frau Patricia Imetsberger (AVED-IHK);
  - b) N.N.;
7. für die Arbeitnehmervereinigungen, deren Tätigkeit sich auf sämtliche Wirtschaftssektoren erstreckt:
  - a) Herr Thomas Tychon (CSC);
  - b) Herr Laurent Nix (FGÖD).

**Art. 3** - Das Sekretariat wird von Frau Annette Bongartz, leitende Sachbearbeiterin, geführt.

**Art. 4** - Der Erlass der Regierung vom 10. Mai 2012 zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Studienbeihilfen, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 21. Juni 2012, wird aufgehoben.

**Art. 5** - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

**Art. 6** - Der für das Unterrichtswesen zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 21. Mai 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft  
Der Ministerpräsident,  
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen  
O. PAASCH  
Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung  
J. FRANSEN

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/003695]

27. APRIL 2026 — Dekret zur Zustimmung zu dem Übereinkommen zwischen dem Königreich Belgien und der Europäischen Bank für Wiederaufbau und Entwicklung zur Einrichtung eines operativen Koordinierungsbüros dieser Organisation in Belgien, geschehen zu Brüssel am 14. März 2025 (1)

Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2025-2026

Nummerierte Dokumente: 120 (2025-2026) Nr. 1 Dekretentwurf

120 (2025-2026) Nr. 2 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text

Ausführlicher Bericht: 27. April 2026 – Nr. 25 Diskussion und Abstimmung

30862

BELGISCH STAATSBLAD — 08.06.2026 — MONITEUR BELGE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C – 2026/001294]

18 MEI 2026. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 juli 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap, betreffende het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag ten laste van het fonds voor bestaanszekerheid (FBZ ETAW) voor sommige oudere mindervalide werknemers of werknemers met ernstige lichamelijke problemen in de Duitstalige Gemeenschap, in geval van ontslag (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 10 juli 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap, betreffende het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag ten laste van het fonds voor bestaanszekerheid (FBZ ETAW) voor sommige oudere mindervalide werknemers of werknemers met ernstige lichamelijke problemen in de Duitstalige Gemeenschap, in geval van ontslag.

**Art. 2.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 mei 2026.

FILIP

Van Koningswege:  
De Minister van Werk,  
D. CLARINVAL

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C – 2026/001294]

18 MAI 2026. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 10 juillet 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative au régime de chômage avec complément d'entreprise à charge du fonds de sécurité d'existence (FSE ETAW) pour certains travailleurs âgés moins valides ou ayant des problèmes physiques graves en Communauté germanophone, en cas de licenciement (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 10 juillet 2025, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative au régime de chômage avec complément d'entreprise à charge du fonds de sécurité d'existence (FSE ETAW) pour certains travailleurs âgés moins valides ou ayant des problèmes physiques graves en Communauté germanophone, en cas de licenciement.

**Art. 2.** Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mai 2026.

PHILIPPE

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Emploi,  
D. CLARINVAL

Nota

(1) Référence au *Moniteur belge* :  
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

BELGISCH STAATSBLAD — 08.06.2026 — MONITEUR BELGE

30869

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2026/200611]

18 MEI 2026. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 november 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap, betreffende de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 180 van 21 oktober 2025, gesloten in de Nationale Arbeidsraad tot vaststelling, voor de periode van 1 januari 2028 tot en met 30 juni 2029, van het interprofessioneel kader voor de aanpassing van de leeftijdsgrens naar 55 jaar, voor wat de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan betreft, voor werknemers met een lange loopbaan, zwaar beroep of uit een onderneming in moeilijkheden of herstructurering (1)

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2026/200611]

18 MAI 2026. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 19 novembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative à l'application de la convention collective de travail n° 180 du Conseil national du Travail du 21 octobre 2025 fixant pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2028 au 30 juin 2029, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 19 november 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap, betreffende de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 180 van 21 oktober 2025, gesloten in de Nationale Arbeidsraad tot vaststelling, voor de periode van 1 januari 2028 tot en met 30 juni 2029, van het interprofessioneel kader voor de aanpassing van de leeftijdsgrens naar 55 jaar, voor wat de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan betreft, voor werknemers met een lange loopbaan, zwaar beroep of uit een onderneming in moeilijkheden of herstructurering.

**Art. 2.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 mei 2026.

FILIP

Van Koningswege:  
De Minister van Werk,  
D. CLARINVAL

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 19 novembre 2025, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative à l'application de la convention collective de travail n° 180 du Conseil national du Travail du 21 octobre 2025 fixant pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2028 au 30 juin 2029, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration.

**Art. 2.** Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mai 2026.

PHILIPPE

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Emploi,  
D. CLARINVAL

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :  
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C – 2026/003341]

18 MEI 2026. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 september 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, betreffende de bepaling van de sectorale referentiefuncties en de sectorale functieclassificatie van de Brusselse non-profitsectoren (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C – 2026/003341]

18 MAI 2026. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 22 septembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative à la détermination des fonctions de référence sectorielles et la classification sectorielle de fonctions des secteurs non marchands bruxellois (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 22 september 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, betreffende de bepaling van de sectorale referentiefuncties en de sectorale functieclassificatie van de Brusselse non-profitsectoren.

**Art. 2.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 mei 2026.

FILIP

Van Koningswege:  
De Minister van Werk,  
D. CLARINVAL

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 22 septembre 2025, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative à la détermination des fonctions de référence sectorielles et la classification sectorielle de fonctions des secteurs non marchands bruxellois.

**Art. 2.** Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mai 2026.

PHILIPPE

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Emploi,  
D. CLARINVAL

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :  
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

31064

BELGISCH STAATSBLAD — 09.06.2026 — MONITEUR BELGE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2025/202967]

25 MEI 2026. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 juli 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap, betreffende de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 174 van 30 juni 2025 van de Nationale Arbeidsraad tot vaststelling, voor de periode van 1 juli 2025 tot 31 december 2025, van het interprofessioneel kader voor de aanpassing naar 55 jaar van de leeftijdsgrens wat de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan betreft, voor werknemers met een lange loopbaan, zwaar beroep of uit een onderneming in moeilijkheden of herstructurering (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 24 juli 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap, betreffende de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 174 van 30 juni 2025 van de Nationale Arbeidsraad tot vaststelling, voor de periode van 1 juli 2025 tot 31 december 2025, van het interprofessioneel kader voor de aanpassing naar 55 jaar van de leeftijdsgrens wat de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan betreft, voor werknemers met een lange loopbaan, zwaar beroep of uit een onderneming in moeilijkheden of herstructurering.

**Art. 2.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 mei 2026.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2025/202967]

25 MAI 2026. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 24 juillet 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté française et de la Communauté germanophone, relative à l'application de la convention collective de travail n° 174 du 30 juin 2025 du Conseil national du Travail fixant, pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2025 au 31 décembre 2025, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté française et de la Communauté germanophone;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 24 juillet 2025, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté française et de la Communauté germanophone, relative à l'application de la convention collective de travail n° 174 du 30 juin 2025 du Conseil national du Travail fixant, pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2025 au 31 décembre 2025, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration.

**Art. 2.** Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 2026.

FILIP

Van Koningswege:  
De Minister van Werk,  
D. CLARINVAL

—  
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

PHILIPPE

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Emploi,  
D. CLARINVAL

—  
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :  
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

# Quellenverzeichnis

## PARLAMENTE

### Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- [pdg.be](http://pdg.be)

### Abgeordnetenkommer

- [lachambre.be](http://lachambre.be)

### Senat

- [senate.be](http://senate.be)

### Parlement Wallonie

- [parlement-wallonie.be](http://parlement-wallonie.be)

### Vlaams Parlement

- [vlaamsparlement.be](http://vlaamsparlement.be)

### Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- [pfbw.be](http://pfbw.be)

### Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- [parlement.brussels](http://parlement.brussels)

### Parlement francophone Bruxellois

- [parlementfrancophone.brussels](http://parlementfrancophone.brussels)

### Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- [raadvgc.be](http://raadvgc.be)

## REGIERUNGEN

### Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- [ostbelgienlive.be](http://ostbelgienlive.be)

### Föderalregierung

- [news.belgium.be](http://news.belgium.be)

### Belgische Nationalbank

- [nbb.be/de](http://nbb.be/de)

### Vlaamse Regering

- [beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be](http://beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be)

### Gouvernement de Wallonie

- [wallonie.be/fr](http://wallonie.be/fr)

### Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- [gouvernement.cfwb.be](http://gouvernement.cfwb.be)

## EUROPA UND REGIONALPOLITIK

### Europäische Union

- [consilium.europa.eu/de/european-council](http://consilium.europa.eu/de/european-council)
- [commission.europa.eu/index\\_de](http://commission.europa.eu/index_de)
- [europarl.europa.eu/portal/de](http://europarl.europa.eu/portal/de)
- [secure.ipex.eu/IPEXL-WEB](http://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB)

### Europäischer Rechnungshof

- [eca.europa.eu/de](http://eca.europa.eu/de)

### Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- [cor.europa.eu/de](http://cor.europa.eu/de)

### Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- [coe.int/en/web/congress/home](http://coe.int/en/web/congress/home)

### Benelux-Parlament

- [beneluxparl.eu/fr](http://beneluxparl.eu/fr)

### Großregion – Gipfel und IPR

- [grossregion.net](http://grossregion.net)
- [cpi-ipr.eu](http://cpi-ipr.eu)

### EVTZ Euregio Maas-Rhein

- [euregio-mr.info/de](http://euregio-mr.info/de)

### CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- [calrenet.eu](http://calrenet.eu)

### AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- [aebr.eu](http://aebr.eu)

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- [const-court.be/de](http://const-court.be/de)

## BELGISCHES STAATSBLETT

- [ejustice.just.fgov.be](http://ejustice.just.fgov.be)